

BERLIN



Les Territoires de la Mémoire asbl, 2015
Boulevard de la Sauvenière 33-35
4000 Liège
accueil@territoires-memoire.be
www.territoires-memoire.be

Coordination éditoriale : Julien Paulus (service Études et Éditions)
Auteurs : Delphine Daniels (service Projets)
Mise en page : Erik Lamy , Arnaud Leblanc (service Communication)
Éditrice responsable : Dominique Dauby, présidente
Dépôt légal : D/2015/9464/3

Retrouvez les dossiers camps des Territoires de la Mémoire asbl
sur www.territoires-memoire.be/dossierscamps

Berlin

Table des matières

La villa de Wannsee	6
La gare de Grünewald	8
Le Reichstag	9
Le musée de la DDR	10
Le Musée de la Stasi ⁶	11
La Topographie de la Terreur	12
Les mémoriaux aux victimes de l'extermination nazie	14
Le mémorial aux Juifs assassinés d'Europe	14
Le mémorial aux Roms et aux Sinti	15
Le mémorial aux homosexuels	15
La Guerre Froide et l'Allemagne en quelques mots	16



La villa de Wannsee.

La villa de Wannsee

Située en bordure du lac de Wannsee dans la banlieue ouest de Berlin, la villa a été construite en 1914-1915. Elle appartenait au manufacturier Ernst Marlier qui la revend en 1921 à l'industriel Friedrich Minoux. En 1940, la fondation SS Nordhav en fait l'acquisition et la transforme en maison d'hôtes pour le Service de sûreté des SS. À partir de 1943, elle appartient à l'Office central de sécurité du *Reich* (RSHA). Entre 1941 et 1945, elle sert entre autres à l'organisation de réunions et de conférences nazies, dont celle du 20 janvier 1942 qui planifie la Solution finale à la Question Juive.

Cette conférence, connue sous le nom de « conférence de Wannsee » est dirigée par Reinhard Heydrich¹, chef de l'Office central de la sécurité du *Reich* (RSHA) et ras-

semble 15 hauts fonctionnaires² de la SS, du NSDAP et des différents ministères. Ces derniers sont invités afin d'être impliqués dans le processus décisionnel de manière à éviter que certains éléments de l'appareil étatique ne s'opposent au projet d'Heydrich. Parmi les participants, Adolphe Eichmann³, présent en tant qu'« expert à la déportation » rédige un procès-verbal de la confé-

2. Liste des personnes ayant participé à la conférence de Wannsee : représentants de la SS : Reinhard Heydrich, Heinrich Müller, Adolphe Eichmann, Eberhard Schöngarth, Rudolf Lange, Otto Hofmann. Représentants des institutions de l'État: Roland Freisler, Wilhelm Kritzinger, Alfred Meyer, Georg Leibbrandt, Martin Luther, Wilhelm Stuckart, Erich Naumann, Josef Bülher, Gerhard Klopfer

3. Adolf EICHMANN (1906-1962) : il devient membre du parti nazi autrichien en 1932. Il émigre en Allemagne en 1933 et travaille au SD comme fonctionnaire à partir de 1934. L'année suivante, il devient responsable des questions juives à Berlin, en particulier du sionisme. Puis, on lui confie les questions juives à Vienne. En 18 mois, il devient expert dans l'émigration forcée des Juifs. En 1939, il remplace Müller à la direction centrale de l'émigration des Juifs au sein de la section IVb4 à Berlin où étaient traitées les recherches en techniques de mort et toutes les organisations des convois de la mort. Il remplit le rôle de secrétaire lors de la conférence de Wannsee. Son zèle ne faiblit pas, même lorsque Himmler ordonne la fin des gazages. Réfugié en Argentine où il se cachait sous un faux nom, il est repéré par le Mossad et ramené en Israël pour être jugé. À l'issue du procès, il est exécuté par pendaison.

1. Reinhard HEYDRICH (1904-1942) : général de division SS, chef de la RSHA, coordinateur de la conférence de Wannsee. Il joue un rôle central dans la liquidation de la SA lors de la Nuit des Longs Couteaux. En juillet 1941, Goering le charge de la Solution finale. La même année il est nommé protecteur de Bohême-Moravie. Il est également un des bras des *Einsatzgruppen*. En mai 1942, il est tué lors d'un attentat orchestré par des résistants tchèques et slovaques avec l'aide des services secrets britanniques. En représailles, les SS détruisent le village de Lidice en République Tchèque.



rence, connu sous le nom de « protocole de Wannsee ». Un seul exemplaire de ce document, pourtant distribué à tous les participants, sera retrouvé. Il s'agit de la copie appartenant à Martin Luther, secrétaire d'État au ministère des Affaires Étrangères décédé en 1945, retrouvée dans les dossiers du ministère des Affaires étrangères en 1947. Pour mieux comprendre la teneur de la conférence de Wannsee, il faut également prendre connaissance du témoignage d'Eichmann lors de son procès en 1961. En effet, celui-ci avait reçu des directives précises de la part d'Heydrich sur ce qui devait figurer ou non dans le compte-rendu, c'est pourquoi les vingt dernière minutes de la conférence sont résumées par une simple phrase : « En conclusion, les différents types de solutions possibles ont été discutées ».

Grâce à ce document, on sait aujourd'hui qu'en moins de deux heures, les modalités administratives, techniques et économiques de l'extermination des Juifs d'Europe ont été discutées. Heydrich expose le projet : les Juifs du *Reich*, et à plus long terme de l'ensemble de l'Europe, ce qui représente un total de 11 millions de personnes, seront rassemblés dans des ghettos de transit avant d'être évacués vers l'est, où ceux qui sont aptes au travail seront affectés à des travaux de voiries. La difficulté de ceux-ci permettront une sélection naturelle, les individus les plus robustes restants se verront « appliquer un traitement approprié ». Ainsi, cette conférence est comprise comme une étape décisive dans la concrétisation de la Shoah.

En réalité, il s'agit davantage de discuter de la mise en œuvre d'une décision déjà prise en haut lieu. L'autre objectif de la réunion est d'annoncer que c'est la SS qui a le contrôle de l'opération dont la coordination revient à Heydrich lui-même. Par ailleurs, les participants n'ignorent pas qu'au moment même où se tient la conférence, une partie des Juifs du *Reich* a déjà été déportée vers Riga, Minsk ou Kovno, les *Einsatzgruppen* ont déjà exécutés par balles des milliers de Juifs en Europe de l'Est,



le camp d'extermination de Chelmino a ouvert ses portes et d'autres sont en construction. Ils ne se méprennent pas quant aux intentions finales d'Heydrich concernant le sort final réservé aux Juifs d'Europe.

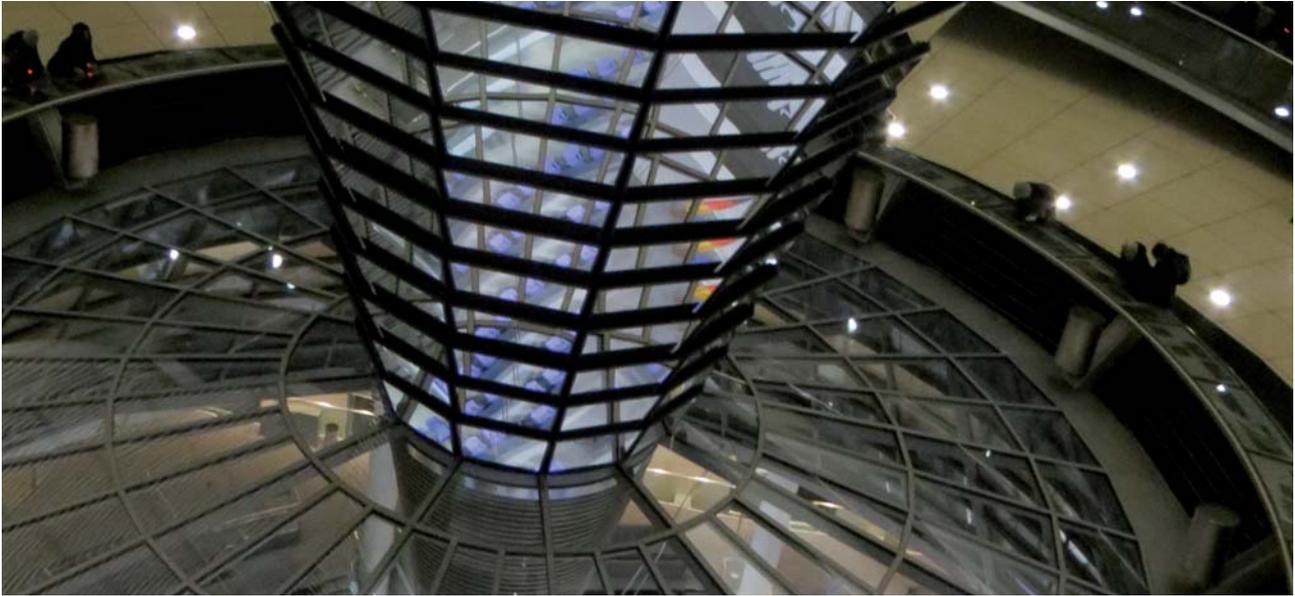
Aujourd'hui le bâtiment est transformé en mémorial, les thématiques abordées, notamment par une offre pédagogique diversifiée, touchent aux antécédents de la persécution des Juifs par les nazis, à leur exclusion et à la privation de leurs droits, à leur expulsion entre 1933 et 1939. Mais aussi à la mise en œuvre de la déportation, à la ghettoïsation et à l'extermination des Juifs d'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale. Le mémorial est complété par une médiathèque-bibliothèque renfermant de nombreux ouvrages, revues, témoignages et documents, notamment de langues étrangères, concernant l'histoire des Juifs d'Europe, de l'antisémitisme, de la persécution et du génocide, du nazisme, de la recherche comparée du génocide, du traitement de l'histoire national-socialiste après 1945, de la pédagogie des lieux de mémoire...



La gare de Grünewald

C'est de cette gare excentrée de Berlin qu'à peu près 55 000 Juifs berlinois ont été déportés entre le 18 octobre 1941 et le 27 mars 1945. Ils étaient raflés après le couvre-feu par souci de discrétion vis-à-vis du reste de la population, acheminés à pieds en cortège jusqu'à la gare, située à une dizaine de kilomètres, où ils embarquaient dans des wagons à bestiaux à destination du camp d'extermination d'Auschwitz ou de transit comme Theresienstadt.

Aujourd'hui, le quai 17 de cette gare, auquel on accède par la même rampe qu'ont empruntée les Juifs, est dédiée au souvenir des 60 convois de déportation. Le long du quai d'embarquement de la voie 17, maintenant hors d'usage, sont apposées une série de plaques de fer fabriquées à partir des wagons utilisées pour la déportation. Chacune d'elle représente un convoi et porte l'inscription de la date, du nombre de déportés ainsi que de sa destination.



Coupole du Reichstag vue de l'intérieur.

Le Reichstag

L'histoire du bâtiment reflète les bouleversements politiques allemands du XX^e siècle.

Dessiné par l'architecte Paul Wallot, le bâtiment est inauguré, après dix ans de construction, le 5 décembre 1894. Il devient le symbole du parlementarisme sous l'empire allemand.

Le 9 novembre 1918, à la fin de la Première Guerre mondiale, la chute de l'Empire et la proclamation de la République de Weimar a lieu depuis une fenêtre du *Reichstag*. Cet emblème de la démocratie est incendiée dans la nuit du 27 au 28 février 1933, peu après l'accession au pouvoir de Hitler. Le feu ravage la salle des débats et la coupole. À ce jour les causes criminelles exactes de l'incendie restent inconnues, deux thèses alimentent toujours la controverse : celle qui défend un acte individuel de la part de Marinus van der Lubbe, un communiste néerlandais, et celle qui accuse les nazis d'avoir eux-mêmes tout orchestré.

Quoiqu'il en soit, le NSDAP a exploité l'évènement à des fins politiques en accusant les communistes d'avoir fomenté un complot, légitimant ainsi la première vague de terreur et de répression contre ses opposants politiques. Immédiatement, est promulgué, à l'instigation de Hitler mais sous la responsabilité du président Paul von Hinden-

bourg, le *Reichstagbrandverordnung* (décret de l'incendie du *Reichstag*) qui, sous prétexte de protéger le peuple et l'État, suspend sine die les libertés individuelles.

Dorénavant, le parlement se rassemble à l'opéra Kroll mais voit ses compétences peu à peu retirées à mesure que l'emprise nazie s'accroît. Sa dernière séance, durant laquelle est voté un décret permettant à Hitler de passer outre la justice et l'administration dans tous les domaines, se tient le 26 avril 1942.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le *Reichstag* se trouve dans la partie ouest de Berlin juste à la frontière avec Berlin-Est. Le bâtiment ne sera rénové qu'entre 1961 et 1973 et la coupole ne sera reconstruite qu'en 1999 par l'architecte Norman Foster. Après la réunification de l'Allemagne, le Bundestag⁴ déménage de Bonn et s'installe de nouveau dans le palais du *Reichstag*. Aujourd'hui, avec le quartier parlementaire et la chancellerie fédérale, il forme un ensemble cohérent de part et d'autre du tracé du Mur de Berlin et de la Spree, marquant ainsi l'entente et la réunification.

4. Bundestag : assemblée parlementaire de la RFA instauré en 1949. Elle siège à Bonn, capitale de l'Allemagne de l'Ouest, puis déménage à Berlin après la réunification.



Intérieur du musée de la DDR.

Le musée de la DDR

Le musée de la DDR (*Deutsche Demokratische Republik*) est consacré à la vie quotidienne en Allemagne de l'Est. Il aborde une quinzaine de thématiques telles que le logement, le travail, les loisirs, la mode ou la culture selon une pédagogie interactive où l'expérimentation a une place centrale. Cette démarche permet d'envisager sous l'angle de la vie quotidienne des sujets souvent traités sous leurs uniques aspects politiques ou institutionnels comme c'est le cas de la Stasi ou du Mur de Berlin.

L'objectif du musée n'est pas de promouvoir « l'Ostalgie⁵ » mais de préserver un pan de l'histoire culturelle allemande.

5. Ostalgie est la contraction du mot *Ost* (Est en français) et *nostalgie*. Le mot désigne la nostalgie pour certains éléments de la vie quotidienne en Allemagne de l'Est, et résulte de la perte d'une partie de leur identité par les ressortissants de la RDA suite à la réunification.



Bâtiment de la Stasi accueillant aujourd'hui le musée.

Le Musée de la Stasi⁶

La Stasi est créée le 8 février 1950, elle est le service de police politique en Allemagne de l'Est en charge de l'espionnage, des renseignements, du contre-espionnage. Son objectif principal est la traque des opposants au régime. Ses méthodes de dissuasion sont davantage psychologiques que physique : l'usage de la torture est rare mais elle utilise des moyens de pressions pour pousser l'opposant à quitter son emploi ou arrêter ses études. Ensuite, elle le récupérait à son compte en l'obligeant à devenir un de ses indicateurs.

De 1957 à 1989, Erich Mielke reste le chef du ministère de la Sécurité d'État, entouré de pas moins de 90 000 agents officiels auxquels s'ajoutent 195 000 informateurs non officiels tant en RDA⁷ qu'en RFA⁸, infiltrée jusque dans ses plus hautes sphères. La structure générale du service est calquée sur le modèle soviétique du NKVD⁹ avec qui les contacts restent étroits.

Suite à la chute de Mur de Berlin, la Stasi se disloque rapidement, révélant, malgré les tentatives de destruction des documents, le fichage de nombreux suspects mais aussi des agents et des informateurs. Au total, plusieurs millions de personnes sont concernées, principalement en ex-Allemagne de l'Est mais également en ex-Allemagne de l'Ouest et dans d'autres pays étrangers.

Le musée est installé dans les anciens bâtiments de la Stasi, il donne à voir les lieux authentiques qui ont été conservés en l'état et aborde des thématiques comme les méthodes utilisées, le système politique en place à l'époque, la résistance et l'opposition en Allemagne de l'Est.

6. Diminutif de *Ministerium für Staatssicherheit* (ministère de la Sécurité d'État de la République Démocratique d'Allemagne).

7. RDA : République Démocratique d'Allemagne, également appelée Allemagne de l'Est.

8. RFA : République Fédérale d'Allemagne, également appelée Allemagne de l'Ouest.

9. NKVD est le nom de la police politique en URSS créée en 1934, elle disparaît en 1954 au moment de la création du KGB (service de renseignement soviétique qui fait également fonction de police politique).



Heinrich Himmler et Reinhard Heydrich à Vienne en 1938.

La Topographie de la Terreur

Entre 1933 et 1945, le quartier de la Prinz-Albrecht Strasse est le centre névralgique de la terreur nazie où siègent la Centrale de la Gestapo¹⁰, le Service central de sécurité du Reich (RSHA¹¹), les bureaux de Himmler¹² et le journal de propagande *Der Angriff*¹³ de Goebbels.

La Gestapo est la police politique du régime nazi créée par Hermann Göring puis confiée à Heinrich Himmler en 1934. Dès 1933, elle fait partie des trois axes de la politique répressive du Reich avec l'ouverture des camps de

concentration permettant l'écartement, l'internement et l'élimination des opposants politiques et avec la légalisation de la répression par un cadre juridique. En 1936, Himmler unifie toutes les polices allemandes (*Ordnungspolizei* chargée du maintien de l'ordre et la SIPO¹⁴ qui se compose de la Gestapo et de la KRIPPO¹⁵) et en devient le chef, avant d'être nommé Ministre de l'Intérieur en 1943. Il étend le champ d'action de la Gestapo à l'ensemble du territoire allemand puis ultérieurement aux pays occupés.

La Gestapo est chargée de traquer les opposants au régime et ceux qui ne correspondent pas à l'idéal aryen, dès 1933 elle commence à agir même si aucun cadre légal ne le permet. Petit à petit, plusieurs décisions vont légaliser ses agissements : des décrets du 28 février 1933 et du 8 mars 1934 qui autorisent la « détention de protection » au décret du 10 février 1936 qui confirme qu'aucune juridiction n'a le contrôle sur les actions de la Gestapo. Elle use alors en toute impunité de son pouvoir de faire interner qui elle veut dans un camp de concentration, sans limite dans le temps, sans motifs d'incarcération et surtout sans procès préalable. De même, elle utilise la torture pour soutirer des aveux et des informations aux prisonniers. Elle est donc synonyme de terreur et d'arbitraire.

10. Gestapo est un acronyme de *Geheime Staatspolizei*, la Police Secrète d'État.

11. RSHA est un acronyme de *Reichssicherheitshauptamt*, l'Office central de la sécurité du Reich.

12. Heinrich HIMMLER (1900-1945) : il est l'un des principaux responsables de l'extermination des Juifs, de la mise en place de la solution finale et de la terreur instaurée dans les pays occupés. Il entre au NSDAP en 1924 et devient rapidement proche de Hitler à qui il reste fidèle jusqu'au bout. En 1929, il est nommé chef de la SS, chef de la Gestapo en 1934, puis chef suprême de la police en 1936. À ce titre, il organise la traque et la répression contre les opposants au régime et les Juifs. Il met également en place les premiers camps de concentration. Il devient Commissaire du Reich pour la consolidation de l'Entité populaire allemande. En tant que ministre de l'Intérieur à partir de 1943, il s'applique à éliminer les ghettos polonais et met en œuvre la Solution Finale ébauchée en 1941. Il est désigné au poste de chef de l'armée de remplacement en 1944 pour lequel il démontre de piètres capacités. Il est arrêté par les Anglais à la fin de la guerre et se suicide le lendemain de son arrestation.

13. *Der Angriff* se traduit en français par « l'attaque ».

14. SIPO est un acronyme de *Sicherheitspolizei*, la Police de Sûreté.

15. KRIPPO est un acronyme de *Kriminalpolizei*, la Police criminelle.

Der Angriff

Herausgeber:
Dr. Goebbels
Berlin

Das deutsche Abendblatt in Berlin

Sür die Unterdrückten
Gegen die Ausbeuter

Kammer 25
Montag, den 30. Januar
7. Jahrgang 1933

Einzelpreis 10 Pf.
Anstwärts 15 Pf.

En-tête du journal *Der Angriff*.

Elle parvient à fonctionner avec un personnel réduit car elle peut profiter de milliers de dénonciations et elle possède d'innombrables informateurs, instaurant ainsi un climat de méfiance et de suspicion au sein de la population.

La Gestapo est une structure minutieusement organisée : elle compte six départements (dont les adversaires du nazisme ; les appartenances religieuses et autres sectes ; les étrangers ; le contre-espionnage), chacun subdivisé en différentes sections. L'une d'elle, qui porte le nom de B4, s'occupe des affaires juives, dirigée par Adolphe Eichmann, et est l'un des principaux organisateurs de la Solution finale et de l'extermination d'autres « indésirables » tels que les Tsiganes.

L'office central de la sécurité du *Reich* est créé en 1939 par Himmler qui a décidé de fusionner la SIPO et le SD¹⁶. Ainsi tous les organes d'exécution sont rassemblés sous une même autorité, parmi eux la Gestapo qui devient une des sept divisions du RSHA. À la tête duquel se trouve Reinhard Heydrich, puis après son assassinat, Ernst Kaltenbrunner.

Dans le même quartier, s'installe le journal de propagande nazi *Der Angriff* d'abord sur la Wilhelmstrasse puis, à partir de 1934, sur la Zimmerstrasse. La première parution de

cet organe national-socialiste qui défend les principes du parti, créé par Goebbels, remonte à juillet 1927. Au départ, il s'agissait d'un hebdomadaire qui connaît un succès grandissant malgré les interdictions de publication pour ses positions antisémites et politiques. Rapidement, il devient un quotidien qui sera même publié deux fois par jour. La dernière édition à 300 000 exemplaires paraît le 24 avril 1945.

L'ensemble de ces bâtiments ont été détruits à la fin de la guerre et leurs ruines ont été rasées peu après. En 1961, lors de la construction du mur de Berlin, son tracé traverse le site qui devient alors une sorte de no man's land entre l'Est et l'Ouest. En 1987, les vestiges des cellules et de la salle de torture situés dans les caves de la Gestapo sont mis à jour. De cette découverte naît un premier mémorial et un musée en plein air. Aujourd'hui, l'exposition est divisée en cinq parties : la prise de pouvoir du parti nazi ; les institutions de la terreur ; terreur, persécution et extermination sur le territoire du *Reich*, SS et sécurité du Bureau Central du *Reich* dans les pays occupés, la fin de la guerre et l'après-guerre.

16. SD sont les initiales de *Sicherheitsdienst*, le service de sécurité et de renseignement de la SS.



Mémorial aux Juifs assassinés d'Europe.



Mémorial aux Juifs assassinés d'Europe.

Les mémoriaux aux victimes de l'extermination nazie

Berlin compte une série de mémoriaux dédiés aux victimes de la politique d'extermination nazie. Il s'agit entre autres du mémorial aux Juifs assassinés d'Europe, du mémorial aux homosexuels ainsi que du mémorial aux Roms et Sinti. Ces trois mémoriaux forment un ensemble et sont aujourd'hui gérés par la même fondation.

Le mémorial aux Juifs assassinés d'Europe

Dès son arrivée au pouvoir, Hitler prend une série de mesures anti-juives de plus en plus restrictives : du boycott des magasins juifs en mars 1933 à l'obligation du port de l'étoile jaune en 1939 en passant par toute une série d'interdictions (être propriétaire terrien, exercer la médecine, se rendre dans des lieux publics...). Les mesures les plus stigmatisantes sont les Lois raciales de Nuremberg qui donnent un cadre légal à la persécution des Juifs et qui leur retirent la citoyenneté allemande ainsi que tous les droits civiques qui y sont liés. Parallèlement à cette exclusion de la société, les Juifs sont de plus en plus souvent la cible d'exactions commises en toute impunité, comme cela a été le cas lors de la Nuit de Cristal en 1938 qui marque indéniablement une étape dans la montée de la violence envers les Juifs.

Suite à ce pogrom, environ 30 000 Juifs sont déportés dans les premiers camps de concentration, des milliers

d'autres suivront... Ils y connaissent des conditions de détention plus contraignantes que les autres détenus.

En 1939, avec le début de la guerre et l'avancée allemande en Europe de l'Est, les Juifs de ces régions tombent sous l'autorité nazie qui décide de les regrouper dans des quartiers clos de grandes villes telles que Varsovie, Lodz, Cracovie, Minsk, Lublin... Ainsi débute le phénomène de ghettoïsation qui se révélera être la première étape du processus d'extermination. Déjà dans les ghettos, les conditions de vie sont extrêmement mauvaises, les maladies comme le typhus ainsi que la malnutrition et le travail forcé commencent à décimer les populations. Selon Raul Hilberg, plus de 800 000 personnes décèderont suite à conditions de vie exécrables.

Dès le début de 1941, au fil de l'avancée militaire vers l'Est, les unités mobiles de la RSHA sont chargées de l'extermination par balles, il s'agit des premières vagues de massacres. En automne 1941, des milliers de Juifs allemands sont déportés dans les ghettos d'Europe de l'Est qui ont été préalablement vidés par les premiers massacres, ou sont parfois même directement fusillés dès leur sortie du train. Raul Hilberg estime à 1,3 million de morts dont 30 000 en quelques jours seulement lors des massacres de Babi Yar. Mais le procédé ne s'avère pas assez efficace et affecte la santé psychologique des bourreaux eux-mêmes.

En 1942, est décidée la Solution finale à la question juive. Derrière ces mots se cache l'extermination de masse dans des camps spécialisés, suivant un mode industriel afin d'atteindre un rendement maximal. Après une série d'essai, c'est la technique du gazage au zyklon B qui est retenue et des camps destinées à l'exécution sont ouverts tels que Chelmno, Sobibor, Treblinka, Belzec, Majdanek et Birkenau. Dès lors, les ghettos vont se vider, les rafles et les déportations dans les pays occupés vont se multiplier et les Juifs détenus jusqu'alors dans des camps de concentration seront transférés vers les camps d'extermination. Le nombre total de morts au cours de cette dernière phase du processus d'élimination s'élève à au moins 3 millions estimés par Raul Hilberg.

Pour rendre hommages à ces 5,1 millions de Juifs d'Europe assassinés par la barbarie nazie, un mémorial leur est dédié à Berlin. Sur une surface de 20 000 m², 2751 stèles de hauteur variable mais de base équivalente sont disposées sous forme d'un maillage. Un centre de documentation joute le champ de stèles et se compose de plusieurs salles dédiées aux victimes, à leur famille et à leur histoire personnelle.

Le mémorial aux Roms et aux Sinti

Les termes Roms, Tsiganes, Gitans sont souvent utilisés pour désigner la même minorité parmi laquelle se trouvent des branches particulières comme les Sintis. Dès les années 1920, des lois restreignent les libertés des Tsiganes. Les nazis les considèrent au départ comme des « asociaux ». Mais rapidement, ils s'intéressent à eux au nom de la pureté de la race allemande, c'est pourquoi ils décident d'en dresser une liste qui dénombre au total 30 000 Roms sur le territoire du Reich. Ils sont alors persécutés pour des motifs raciaux et, à l'instar des Lois de Nuremberg envers les Juifs, ils font l'objet d'une loi raciale d'exclusion visant à interdire le métissage avec le peuple allemand. Dans une perspective eugénique, de nombreuses femmes tsiganes sont victimes d'expériences médicales de stérilisation. À partir de 1936, cette minorité est internée dans les premiers camps de concentration à Dachau et à Buchenwald. Trois ans plus tard, elle sera déportée en masse notamment depuis les pays annexés ou occupés comme l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Hollande, la Belgique, la France, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce, l'Italie ou encore la Croatie.

Dans ces pays, leur sort varie d'un endroit à l'autre mais

nombreux sont ceux qui sont déportés dans les camps de concentration ou d'extermination. Que ce soit par la stérilisation ou par l'extermination, les Roms sont destinés à disparaître car ils n'appartiennent pas à l'idéal nazi. Il est difficile d'avancer un chiffre exact du nombre de victimes mais les estimations actuelles vont de 25 % à 50 % de la population tzigane européenne

Le mémorial aux homosexuels

Les nazis considèrent les homosexuels comme faibles, incapables de défendre la patrie ni de participer au développement de la race aryenne. Se posant en défenseur de la morale, ils estiment que l'homosexualité est un vice dont il faut débarrasser l'Allemagne. C'est pourquoi, dès leur arrivée au pouvoir, les homosexuels font partie des minorités les plus sévèrement réprimées : les bars et les clubs sont fermés, les publications censurées, les homosexuels listés. En 1935, la loi contre l'homosexualité, en vigueur depuis le XIX^e siècle, est durcie. Entre 1933 et 1948, 100 000 homosexuels sont arrêtés, 50 000 sont condamnés à une peine de prison et environ 10 000 sont envoyés dans des camps de concentration pour être rééduqués ou subir des expériences médicales, notamment de stérilisation ou de lobotomisation. La catégorie des triangles roses, signe distinctif propre aux homosexuels, est celle qui connaît dans les camps le plus haut taux de mortalité avec les asociaux notamment car ils sont placés au bas de la hiérarchie carcérale. Il est à noter qu'après la guerre, aucune victime homosexuelle n'a eu droit à des compensations, étant donné que l'article de loi les sanctionnant est antérieur au régime nazi.

Ordre de détention préventive de la Gestapo à l'encontre d'un homosexuel.

La Guerre Froide et l'Allemagne en quelques mots

Dès la chute du III^e Reich et la victoire sur le régime nazi, les oppositions idéologiques entre les États-Unis et l'URSS refont surface. Deux modes d'organisation politique, économique et sociale s'opposent. D'une part, il s'agit d'un capitalisme libéral basé sur la croyance en l'enrichissement généralisé et en la démocratie caractérisée par les libertés individuelles et le pluripartisme. D'autre part, il s'agit d'une économie planifiée suivant un modèle communiste, croyant en l'égalité de tous, derrière un parti unique censé représenter les intérêts collectifs.

L'appartenance d'un pays à l'un des deux blocs relève davantage de sa situation géographique que d'un choix idéologique délibéré. Ainsi les États libérés par l'armée soviétique tombent dans l'escarcelle de l'URSS tandis que les pays d'Europe occidentale sont sous influence américaine. À la frontière de ces deux blocs se trouve l'Allemagne divisée en zones d'occupation par les Alliés : l'est est occupé par l'URSS tandis que l'ouest est partagé entre la France, l'Angleterre et les États-Unis. Berlin, situé au milieu de la zone soviétique, subit le même découpage, ainsi Berlin-Ouest forme une enclave capitaliste au sein d'un territoire communiste.

Afin d'éviter tout contact avec le monde capitaliste et d'endiguer les fuites de la population vers l'Ouest qui menacent la démographie du pays et de facto sa légitimité, Staline décide de fermer les frontières avec le bloc occidental, c'est ce qu'on appelle « le rideau de fer ». Il consiste en une frontière fortifiée en grande partie électrifiée avec des zones interdites de 5km de profondeur entre les États européens sous influence soviétique (RDA, Tchécoslovaquie, Hongrie) et les États attachés au bloc occidental (Autriche, Grèce, Turquie). De même, un blocus de Berlin est mis en place, mais cette tenta-

tive d'isolation échoue car les Américains organisent un pont aérien pour assurer le ravitaillement de leur partie de la ville. En 1949, l'Allemagne est officiellement divisée en deux États distincts : la République fédérale d'Alle-



Carte de la République Fédérale allemande (bleu) et de la République Démocratique allemande (rouge).

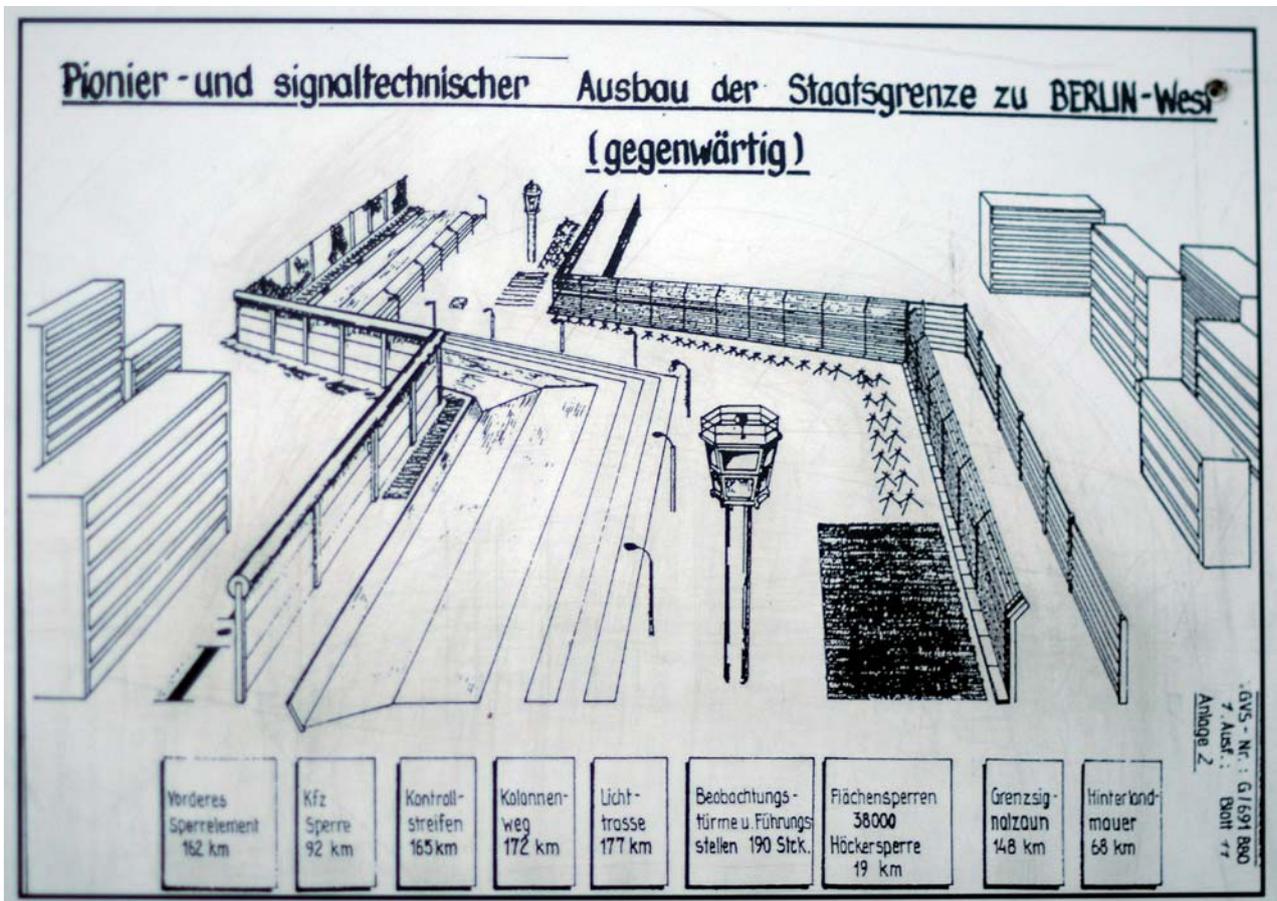


Schéma représentant le Mur de Berlin

magne à l'Ouest (à laquelle il faut ajouter la partie ouest de Berlin) et la République démocratique d'Allemagne à l'Est. Berlin-Ouest joue véritablement le rôle de vitrine du monde occidental au milieu d'un système communiste, nombreux sont les habitants de l'Est qui fuient leur nouveau pays vers les pays occidentaux via cette enclave.

Pour éviter cette hémorragie, le gouvernement communiste décide, en 1961, la construction d'un mur autour de Berlin-Ouest. En une nuit, les points de passage entre les deux parties de la ville ainsi que ceux entre Berlin-Ouest et la RDA sont fermés, des clôtures de barbelés entourent Berlin-Ouest et un mur en béton est construit. Les échanges et le passage entre l'Est et l'Ouest sont dorénavant soumis à des autorisations très strictes. Ce mur deviendra le symbole de l'opposition entre les deux idéologies. Sa chute en 1989 coïncidera avec l'effondrement du système communiste quelques mois plus tard.

La RDA est une démocratie populaire, pléonasmе étymologique utilisé en opposition aux démocraties libérale pour désigner les régimes dictatoriaux d'inspiration

marxiste-léniniste. Bien que le régime est-allemand soit moins rigide que celui de l'URSS, il n'en reste pas moins un pouvoir autoritaire de modèle communiste : un parti unique au pouvoir (Parti socialiste unifié), une police politique efficace (la Stasi), la répression des révoltes (en 1953, suite à l'augmentation des normes de travail), la nationalisation des entreprises privées, la création de coopératives commerciales et agricoles. Le niveau de vie en Allemagne de l'Est est l'un des plus élevés dans le bloc soviétique mais les retards technologiques, le système bureaucratique et le vieillissement de l'appareil de production provoquent d'importants problèmes, prémices au déclin du fonctionnement communiste. Malgré une période de croissance dans les années 1950, le pays reste sous-développé et la vie quotidienne compte son lot de frustration.

Les différences politiques et socio-économiques entre les deux États ne faciliteront pas la réunification du pays. Aujourd'hui encore, certaines subsistent.

De la villa qui abrita
la conférence de
Wansee au cours de
laquelle fut décidée
la Solution finale au
Musée de la Stasi
en passant par le
Reichstag, autant de
lieux symboliques
d'une ville à l'histoire
tourmentée

Ce dossier propose la description d'un certain nombre d'espaces mémoriels emblématiques de la ville de Berlin. De la villa qui abrita la conférence de Wansee au cours de laquelle fut décidée la Solution finale au Musée de la Stasi en passant par le Reichstag, autant de lieux symboliques d'une ville à l'histoire tourmentée, presque entièrement détruite en 1945, coupée en deux par un mur puis réunifiée et qui fut successivement capitale du Royaume de Prusse, de l'Empire allemand, de la République de Weimar, du Troisième Reich, de la République Démocratique d'Allemagne, et enfin de l'actuelle République Fédérale d'Allemagne. ■■■

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !



Boulevard de la Sauvenière 33-35
B-4000 LIÈGE

Tél. + 32 (0) 4 232 70 60

Fax + 32 (0) 4 232 70 65

accueil@territoires-memoire.be

www.territoires-memoire.be

www.territoires-memoire.be



www.facebook.com/territoires.memoire



Wallonie



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Province
de Liège



PROVINCE
de NAMUR



Province de
HAINAUT



la jeune Province
Brabant wallon



Liège



FGTB
Liège - Huy - Waremme



ethias



P&V



Solidaris
mutualité



La Mutualité
Socialiste



aide



Intradel



L'intercommunale
au service de votre eau
www.cle.be



CALe
Centre d'fiction Laïque
de la Province de Liège

Avec le soutien de la Wallonie, de la Fédération Wallonie - Bruxelles, de la cellule de coordination pédagogique Démocratie ou barbarie, de la Province de Liège, de Liège Province Culture, de la Ville de Liège, du Parlement wallon, de Network Research Belgium.